

SITUATION EN ALGÉRIE

L'Europe et l'Amérique s'impliquent

Le monde, qui a regardé le pouvoir algérien déployer massivement, exagérément sa police afin d'empêcher une expression pacifique de citoyens épris de liberté et de démocratie, n'est pas resté insensible, sans réagir. Le département d'Etat américain, le Parlement européen, l'Allemagne et la France ont, chacun de son côté, appelé les autorités algériennes à garantir aux citoyens le droit de manifester publiquement.

Sofiane Aït-Ifflis - Alger (Le Soir) - Mauvais points pour le pouvoir algérien qui, le 22 janvier, d'abord, et le 12 février, ensuite, a affiché plus qu'ostentatoirement sa nature répressive. Le président Bouteflika voit ses «amitiés diplomatiques», les vraies comme les prétendues, lui faire le reproche d'étouffer les libertés citoyennes.

Le déploiement massif des forces anti-émeutes samedi 12 février pour faire avorter brutalement la marche à laquelle ont appelé les forces démocratiques regroupées au sein de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) a fait réagir outre Méditerranée et outre Atlantique. Le département

d'Etat américain, à travers son porte-parole Philip Crowley, a appelé les forces de sécurité algériennes à la retenue face aux manifestants. «Nous prenons acte des manifestations actuelles en Algérie et appelons à la retenue les forces de sécurité», a noté Philip Crowley dans un communiqué rendu public dimanche.

L'avertissement dit bien son nom. Mais encore plus clairement dans ce qui a suivi : «Par ailleurs, nous réaffirmons notre soutien aux droits universels du peuple algérien, y compris les droits de réunions et d'expression ; ces droits s'appliquent sur internet et doivent être respectés.» Le porte-parole du département d'Etat américain a indi-

qué, en outre, que «les Etats-Unis suivront de près la situation ces prochains jours».

Même ton au Parlement européen dont le président Jerzy Buzek a exhorté dimanche les autorités algériennes «à ne pas céder à la violence et à respecter le droit de leurs citoyens à manifester pacifiquement» et a appelé à la libération «immédiate» des manifestants arrêtés samedi lors de la marche interdite de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie. Ancien militant de Solidarnosc qui a marqué la Pologne communiste, le président du Parlement européen a qualifié d'«injustifiée» le maintien de l'état d'urgence qui «entrave manifestement les perspectives d'un développement juste, pacifique et durable dans le pays».

L'Allemagne et la France, le binôme qui constitue le cœur de l'Europe, ont adressé les mêmes remarques au pou-

voir algérien, l'invitant à ne pas poursuivre dans sa politique de répression des manifestations publiques pacifiques.

Le chef de la diplomatie allemande, Guido Westerwelle, a, dans une intervention sur la chaîne ARD dimanche soir, appelé le gouvernement algérien à ne pas faire usage de violence contre les manifestants qui ne font qu'exercer «un droit humain» en exprimant leur opinion. «Le gouvernement allemand appelle le gouvernement algérien à renoncer à tout recours à la violence», a affirmé le chef de la diplomatie allemande, ajoutant qu'«il s'agit de manifestants désireux de liberté, qui ne font rien d'autre qu'exercer un droit humain, à savoir le droit de défendre dignement leur point de vue, c'est pourquoi nous condamnons toute forme de recours à la violence». Guido Westerwelle a ouvertement pris parti dans ce bras de fer qui oppose le pouvoir autoritaire à l'oppo-

sition démocratique. «Nous sommes en tant que démocrates du côté des démocrates. Je l'ai dit en ce qui concernait la Tunisie et l'Égypte. Je le redis maintenant en allusion à d'autres pays.»

De son côté, la France a dit souhaiter que les manifestations puissent se dérouler «librement et sans violence» en Algérie. «S'agissant des manifestations organisées à Alger et dans certaines grandes villes, ce qui est important à nos yeux, c'est que la liberté d'expression soit respectée et que les manifestations puissent se dérouler librement et sans violence», a affirmé le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, Bernard Valero, ajoutant : «Nous avons pris note de l'ensemble des décisions annoncées lors du dernier Conseil des ministres du 3 février en Algérie, en particulier la levée imminente de l'état d'urgence et l'ouverture du champ audiovisuel

aux différentes sensibilités politiques. Ces mesures, dès qu'elles seront mises en œuvre, constitueront à l'évidence un pas dans la bonne direction pour répondre aux attentes du peuple algérien.»

Rappelons que le pouvoir algérien a réprimé à deux reprises des marches pacifiques à Alger. La première fois, le 22 janvier 2011 et, une seconde fois, le 12 février dernier. Pour réprimer la marche du RCD, les autorités ont déployé près de 20 000 policiers dans la capitale. Et pour empêcher la marche de la CNCD, le nombre des forces anti-émeutes déployées était encore plus impressionnant.

Les organisateurs de la marche parlent de 30 000 policiers. Samedi dernier, la police a procédé à près de 400 interpellations parmi les manifestants. La CNCD a appelé dimanche dernier à une autre marche nationale et pacifique à Alger pour le samedi 19 février.

S. A. I.

INTERVIEWÉ SUR EUROPE 1

Medelci péniblement

C'est à croire que face à la détermination de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) de poursuivre le mouvement, le pouvoir algérien a décidé de «communiquer». Et c'est la première fois qu'il le fait. Hier, sur la station française Europe 1, c'est Mourad Medelci qui s'est collé à une interview de Jean-Pierre El Kabbach. Durant près de 10 minutes, le ministre des Affaires étrangères a tenté de convaincre de l'aspect «minoritaire» des mouvements que connaît l'Algérie et de «la retenue exceptionnelle des services de sécurité lors des émeutes». Ce sont les deux messages essentiels qu'a manifestement voulu faire passer Medelci qui intervenait au lendemain de l'interpellation par les États-Unis sur les méthodes policières employées samedi dernier. Sur les aspects économiques et la répartition de la rente pétrolière, comme sur la corruption au plus haut niveau du pouvoir, l'on a eu à écouter des explications pour le moins confuses qui ont amené notre ministre à murmurer que «ceux qui ont des preuves, les apportent pour être examinées dans un cadre légal, mis en place».

De notre bureau de Paris, Khadija Baba-Ahmed

Mourad Medelci a dû reconnaître d'entrée de jeu que les bouleversements qu'ont connus la Tunisie et l'Égypte ne pouvaient pas être sans influence sur l'Algérie. «Je crois qu'il ne peut pas ne pas y avoir d'influence sur l'Algérie ou sur les autres pays, y compris ceux qui ne sont pas dans la sous-région. C'est incontestablement la démonstration d'un soulèvement populaire de ces deux peuples.» Jusque-là, il ne pouvait nier l'évidence mais poursuivant sur ces soulèvements, il tempère immédiatement : «Ce n'est pas sans nous rappeler ce que nous avons nous-mêmes vécu en 1988.» Autrement dit, pour notre ministre, la révolution du peuple algérien s'est déjà faite, passez, il n'y a rien à voir.

Les peuples tunisien et égyptien avaient-ils raison de se soulever, ont-ils bien fait ? lui demande le journaliste qui reçoit cette réponse : «Il est difficile de parler à la

place des peuples. Les peuples sont respectables. Ils sont eux-mêmes responsables de leur destin.» Une réponse toute diplomatique, sauf qu'il ajoute : «L'Algérie a toujours respecté les autres surtout lorsqu'il s'agit d'un mouvement populaire d'une si grande intensité.» Il n'est pas sûr que notre ministre des AE aurait complété ainsi sa réponse si les anciens dirigeants des deux pays étaient encore en place.

Le plat de résistance de l'interview est venu naturellement avec cette question : «Aujourd'hui, l'Algérie connaît un parfum de révolte : une nouvelle marche sera organisée samedi prochain à Alger, avec le slogan "Changeons de système, dégagez". Qu'est-ce que cela vous fait comme impression ? Comment allez-vous réagir ?» Mépris et autisme d'une égale intensité ponctueront cette réponse textuelle : «Je crois que le terme que vous avez utilisé de relent (El Kabbach n'a pas du tout utilisé ce terme) est très adapté. Nous

ne pouvons ne pas encaisser en termes de contre-coup. Cela réveille un certain nombre de voix, minoritaires de manière extrêmement claire pour tous, et qui se donnent un peu de force. Les marches qui ont été organisées il y a 15 jours et celle d'hier (samedi, ndlr) ont bien démontré que ces mouvements sont minoritaires.» Et lorsque le journaliste justifie «mais de samedi en samedi, les opposants espèrent porter des coups contre le régime, le vôtre», Medelci, sans aucune gêne, convoque d'une manière édifiante les élections : «D'élection en élection, ces minorités n'ont pas amélioré leur score et je suppose que de marche en marche, elles ne feront pas mieux.» Il est dommage que le journaliste ne l'ait pas interpellé sur la fiabilité de ces élections, mais El Kabbach enclenchera sur les arrestations par la police qui a fait échouer la manifestation de samedi et arrêté de nombreux contestataires. Est-ce qu'ils sortiront tous de prison ? demande le journalis-

te. Et là, le ministre affirme d'abord que tous ceux qui ont été interpellés, pour quelques heures, ont été relâchés, c'est le ministre de l'Intérieur qui le lui aurait affirmé et qu'ensuite, «de toute façon, les interpellations ont été chaque fois faites à la suite de provocations». Et à ce moment-là, le discours de Medelci s'adresse essentiellement à l'étranger, États-Unis comme à l'UE, comme à toutes les ONG qui s'élèvent actuellement contre les traitements policiers des manifestants : «Je voudrais avec vous souligner pour vous et pour la communauté internationale, le sens exceptionnel de la retenue de nos services qui ont reçu des coups et qui ne les ont pas rendus.»

El Kabbach saisit au vol cette réponse pour l'interrompre : «Mais c'est très intéressant, parce que l'administration américaine Obama-Klinton vous a demandé hier plus de retenue de la part de vos forces de sécurité.» Ce à quoi il lui a été répondu l'inimaginable : «C'est une déclaration que je considère plus comme une déclaration prudentielle que comme un constat.» En fait, les États-Unis auraient dit à notre pays : attention n'utilisez pas la force.

Quant à savoir si l'Algérie ne craint pas un mouvement d'islamisme qui se joindrait à d'autres forces d'opposition, il ne faut rien exclure, répond le ministre. «Il faut être vigilant. Le gou-

vernement, sous la conduite du président Bouteflika, a ramené la paix mais il n'a jamais baissé la garde contre le terrorisme.» Et justement, enclenche le journaliste, «puisque vous citez Bouteflika, est-ce qu'il changera la manière de gouverner et même le gouvernement ?» La langue de bois est appelée au secours par Medelci qui déclare que «la manière de gouverner procède d'un processus constant d'amélioration, nous en avons conscience et nous le souhaitons tous». Ainsi, tous au gouvernement attendent d'améliorer les choses.

Quant au changement de gouvernement, pas touche, un seul le décide ! «Le changement de gouvernement appartient au seul président de la République.» Il le fera, complètera-t-il, «lorsqu'il le jugera nécessaire».

Comme cette interview a pour cible tous les pays et organisations internationales, il rappelle que le 3 février dernier le Conseil des ministres a pris de «nombreuses mesures dans le sillage des efforts de ces dernières années pour accélérer le processus d'amélioration».

Et lorsque le journaliste lui demande un exemple de ces mesures, il cite, bien sûr, la levée de l'état d'urgence «qui permettra le retour de l'Etat de droit» (enfin on reconnaît qu'il n'y en a pas un encore), mais précise-t-il, et ce n'est pas inintéressant à relever la

définition qu'il en donne : «Un retour à l'Etat de droit qui permet, de manière totale, l'expression des opinions, mais toujours par référence à la loi...»

Sur la redistribution des richesses qui, lui dit El Kabbach, a fait, selon le slogan, une «Algérie riche et des Algériens pauvres», notre ministre s'engouffre dans des explications sur les «indicateurs reconnus universellement et notamment celui relatif aux transferts sociaux et ce que le budget de l'Etat alloue aux Algériens sans contrepartie».

Vite relancé par le journaliste qui lui demande quelle est sa réponse à «ceux qui disent que la rente pétrolière profite à une poignée d'amis du pouvoir et surtout à des généraux», le ministre a eu cette réponse pour le moins expéditive : «Ceux qui considèrent que cela est juste n'ont qu'à apporter des preuves et les preuves peuvent être examinées dans le cadre du processus que nous avons mis en place au niveau légal pour lutter contre la corruption. Personne jusqu'à présent n'a eu le courage d'apporter la preuve.»

Et pour terminer, il fait cet appel aux journalistes : «Il faut venir, il faut citer davantage de journalistes à venir en Algérie.» Et le must final est venu d'El Kabbach : justement, vous allez délivrer des visas à des journalistes d'Europe 1, ils seront présents très vite.

K. B.-A.